



**HAL**  
open science

recension critique de Hélène Combes, David Garibay et  
Camille Goirand (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper  
l'espace pour contester, de Madrid   Sanaa, Karthala,*  
2015

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. recension critique de Hélène Combes, David Garibay et Camille Goirand (dir.),  
*Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid   Sanaa, Karthala, 2015. 2016.*  
halshs-01410686

**HAL Id: halshs-01410686**

**<https://shs.hal.science/halshs-01410686v1>**

Submitted on 4 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publi es ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou priv es.

Combes Hélène, Garibay David, Goirand Camille (dir.), 2015, *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris/Aix, Karthala/Sciences-Po Aix, coll. « Questions transnationales », 410 p.

*Les lieux de la colère* traite des situations d'interaction entre espace géographique et mouvements sociaux. Regrettant d'emblée que l'espace ne soit pas plus souvent utilisé comme « un facteur explicatif central » (p. 21) par la sociologie des mobilisations, les coordinateurs de l'ouvrage, Hélène Combes, David Garibay et Camille Goirand, espèrent ici corriger le tir. Ils prônent pour cela le décloisonnement disciplinaire et notamment « l'inspiration géographique » (p. 11) pour que l'espace cesse définitivement d'être un « angle mort », un « impensé sociologique » (p. 11) dans certaines analyses de l'action collective. Les géographes pourront se sentir légèrement agacés à l'idée qu'il faille encore argumenter aujourd'hui, dans un ouvrage de sciences sociales, pour la prise en compte de l'espace « comme l'une des dimensions des mobilisations, en interaction et en dépendance avec d'autres » (p. 11). Il paraît en effet extrêmement étonnant que certains puissent faire abstraction du spatial dans l'analyse des mobilisations, alors même que ce qui est appelé le « tournant spatial » – entendu comme l'augmentation de l'intérêt accordé à la question de l'espace –, irrigue largement les sciences sociales depuis les années 1990. C'est encore plus sidérant face aux mobilisations sociales les plus récentes, dont la dimension spatiale est flagrante, qu'il s'agisse des mouvements d'occupation physique et pérenne de rues ou quartiers symboliques, de type *Indignados* ou *Occupy*, ou encore des manifestations du parc Gezi à Istanbul qui furent déclenchées en 2013 par la contestation d'un projet de promotion immobilière<sup>1</sup>. Tous les lecteurs apprécieront en revanche que justice soit rendue dans cet ouvrage aux bâtisseurs de ponts entre les disciplines, qui ont œuvré à consolider le couple socio-spatial, depuis les sociologues Lefebvre, Tilly et Sewell, qui considèrent l'espace comme une « structure sociale qui détermine ou influence l'action collective » (p. 19), jusqu'à certains politistes dont la meilleure prise en compte de l'espace – pas toujours consciente ou assumée d'ailleurs –, peut s'expliquer par l'engouement assez récent de leur discipline pour le local comme échelle d'analyse et donc pour la description des aménagements qui en découle. De leur côté, les géographes ne sont pas en reste, comme le montrent les efforts de rapprochement opérés par exemple par Guy Di Méo, Fabrice Ripoll et Sylvie Tissot avec la sociologie, ou par Jacques Lévy et Michel Bussi, entre autres, avec la science politique.

Les premières lignes de l'ouvrage, qui rendent hommage aux révoltes arabes de 2011, nous rappellent que l'embrasement quasi simultané des grandes places de Tunis, Le Caire, Sanaa, Tripoli et Manama, fut précisément une occasion de repenser la dimension spatiale des mouvements sociaux. Pour autant, en dehors de la capitale yéménite (traitée avec talent par Anahi Alviso-Marino), le monde arabe n'est pas couvert par l'ouvrage. Ce n'est pas seulement un regret formulé dans les colonnes d'une revue portant justement sur cette aire

---

<sup>1</sup> Sur la place de l'espace urbain dans l'étude des mobilisations, voir, parmi les publications les plus récentes : G. Erdi Lelandais, Florin B. (dir), 2016, « Marges urbaines et résistances citoyennes », *Cultures et Conflits*, n° 101.

culturelle du monde ; c'est aussi celui du lecteur qui devra aller chercher ailleurs<sup>2</sup> des éclairages sur des pays dans lesquels des épisodes révolutionnaires récents ont pourtant profondément transformé les rapports à l'espace, individuels et collectifs. En effet, les « printemps arabes » révélèrent la capacité des populations à (re)créer des espaces de contestation, y compris lorsque des pouvoirs publics autoritaires bloquèrent l'accès aux espaces publics. L'occupation de la place Tahrir à Sanaa (Yémen) par le régime dès les premières manifestations de rue en février 2011 et la destruction de la place de la Perle (Manama) ordonnée par le monarque de Bahreïn en mars de la même année, espérant, en vain, éviter la « contagion » égyptienne, obligèrent les manifestants à occuper d'autres lieux, moins symboliques en termes de centralité que ne pouvait l'être la place Tahrir du Caire, dans ces deux capitales arabes en proie à la contestation. Ces événements rappelèrent aussi que le contrôle territorial demeure une priorité en cas de mouvement social de grande ampleur, autant pour les sociétés que pour les pouvoirs en place.

Parenthèse sur le monde arabe faite, les études de cas présentées dans cet ouvrage, situées principalement en Europe et en Amérique du Sud, n'en demeurent pas moins pertinentes pour l'analyse des rapports espace-société en contexte de mobilisation. Elles sont rassemblées au sein de quatre parties distinctes : « La construction symbolique de la mobilisation par l'espace », « Des espaces aux identités militantes », « Occuper, contrôler, façonner » et « La mobilisation en mouvement ». Qu'il nous soit permis dans ce compte-rendu de n'évoquer que quelques-uns des 13 articles qui composent l'ouvrage plutôt que nous risquer à les résumer tous, étant entendu, de surcroît, la grande variété des sujets abordés : chômeurs argentins, parti socialiste français, indignés espagnols, artistes yéménites, étudiants amazoniens, agriculteurs bretons, enseignants français et mexicains, etc.

Peu de chercheurs ont eu la possibilité d'observer la révolution yéménite. Anahi Alviso-Marino l'a fait. Son ethnographie de la Place du Changement – le lieu où ont été organisées les manifestations de 2011 en réaction au blocage de l'accès à la place Tahrir par le régime – montre que la force du mouvement de contestation repose en partie sur une volonté des manifestants de faire entrer ce lieu – plutôt périphérique et d'ailleurs non identifié comme place par les gens de Sanaa – dans les représentations collectives. L'auteure pointe notamment le rôle de la « photographie engagée » (et de ses relais numériques) comme « ressource symbolique, levier de mobilisation et élément de construction de l'espace de la Place » (p. 39). Du point de vue de la géographie urbaine au moins, il y aura eu un avant et un après 2011, car une nouvelle place est née, sous l'effet conjoint de la transgression politique et de la création artistique, ingrédients forts du changement social.

L'espace pose également la question de l'identification ; il n'existe même qu'à travers elle. Or, l'espace de la mobilisation structure un groupe social et les représentations qu'il a de lui-même. Ainsi, dans le Loreto péruvien, la jeunesse amazonienne mobilisée contre les projets d'extraction pétrolière doit d'abord faire l'expérience de la citadinisation, ce qui, pour

---

<sup>2</sup> Ici par exemple : Sharp D., Panetta C. (eds), 2016, "Beyond the Square :Urbanism and the Arab Uprisings", *Urban Research*, n° 5 ; R. Stadnicki, L. Vignal, P.-A. Barthel (dir), 2014, "Arab Cities after the Spring", *Built Environment*, vol. 40, n° 1 ; Bennafla, K. (ed.), 2013, « Villes arabes : conflits et protestations », *Confluences Méditerranée*, n° 85.

certaines des étudiants auprès de qui Doris Buu-Sao a enquêté, engendre le passage d'une « position d'influence en milieu rural » à une « vulnérabilité ressentie au quotidien dans l'espace urbain » (p. 150) lorsqu'ils s'installent à Iquitos. L'efficacité de la mobilisation dépend donc avant toutes choses de la capacité des acteurs à créer une « communauté universitaire indigène » (p. 154) encline à monter en généralités.

La contribution d'Héloïse Nez sur les assemblées des indignés madrilènes s'imposait dans l'ouvrage en général et dans la partie sur l'occupation de l'espace par la mobilisation en particulier. Elle soulève un paradoxe intéressant. Si les espaces publics sont *a priori* favorables à la délibération, des mécanismes de concurrence spatiale et d'exclusion peuvent malgré tout s'opérer au fil du temps, engendrant parfois un déplacement voire une dispersion des lieux de mobilisation. Cela crée alors les conditions d'un « entre-soi à la fois social et spatial » (p. 216), qui s'oppose aux principes véhiculés par l'espace public et contredit donc le sens premier que les *Indignados* souhaitent donner à leur action : transparence, ouverture, inclusion, égalité, etc.

La prise en compte des formes de mobilité spatiale marque un pas de plus dans cet essai collectif de spatialisation de l'analyse de l'action collective. La contribution de Charlotte Pujol est éclairante à ce titre. Elle montre comment des habitants de Rosario (Argentine) parviennent à s'extraire des limites des quartiers populaires et périphériques desquels ils sont souvent captifs, en participant à certaines mobilisations de chômeurs. L'auteure parle de « mise en visibilité d'une citoyenneté illégitime » (p. 340) ; elle confirme ainsi qu'il existe des relations d'interdépendance entre les marges et les centres d'une agglomération, ce que montrait déjà en général et dans d'autres contextes l'étude des pratiques spatiales routinières, et ce que vient confirmer ici l'analyse des mobilisations.

Ce compte-rendu partiel ne rend pas justice à la richesse d'un ouvrage qui postule avec force la « centralité de l'espace dans la construction de la contestation » (p. 9-10). Un point commun fécond peut en outre être établi entre toutes les contributions autour de la richesse du sens donné à l'expérimentation de la politique « par le bas » et par des acteurs « discrets », pour lesquels « une autre ville est possible » selon une belle formule empruntée aux *Indignados* (p. 209). On retiendra pour conclure, si tant est que l'on en doutât, que l'étude simultanée des pratiques spatiales et sociales pendant les mobilisations ouvre un nouvel horizon analytique dans lequel l'espace est à la fois « cadre, moyen et enjeu des mobilisations » (p. 25). On appréciera enfin l'originalité de certaines approches dans lesquelles des méthodes inventives telles que l'analyse paysagère et iconographique, la fréquentation des réseaux sociaux, les enquêtes de rue, cohabitent avec des méthodes plus classiques des sciences sociales que sont l'observation participante et l'entretien semi-directif, révélant généralement une très bonne appréhension des mobilisations sociales, spatialement et temporellement situées.

Roman Stadnicki